

**No. 43983**

---

**United Nations  
and  
Belgium**

**Exchange of letters constituting an Agreement between the United Nations and the Government of the Kingdom of Belgium for the enforcement of sentences imposed by the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (with annexes). The Hague, 2 May 2007**

**Entry into force:** *2 May 2007, in accordance with the provisions of the said letters*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *ex officio, 19 June 2007*

---

**Organisation des Nations Unies  
et  
Belgique**

**Échange de lettres constituant un Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume de Belgique concernant l'exécution des peines imposées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (avec annexes). La Haye, 2 mai 2007**

**Entrée en vigueur :** *2 mai 2007, conformément aux dispositions desdites lettres*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *d'office, 19 juin 2007*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

I

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de me référer aux discussions tenues entre l'organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (ci-après le "Tribunal international") et le Gouvernement du Royaume de Belgique (l'"État requis" aux fins du présent accord), concernant l'exécution des peines imposées par le Tribunal international.

RAPPELANT l'article 27 du Statut du Tribunal international (le "Statut") adopté par le Conseil de sécurité dans sa Résolution 827 (1993) du 25 mai 1993, prévoyant que la peine d'emprisonnement des personnes condamnées par le Tribunal international est subie dans un Etat désigné par le Tribunal sur la liste des Etats qui ont fait savoir au Conseil de sécurité qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés.,

RAPPELANT les dispositions de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus approuvé par le Conseil Economique et Social des Nations Unies dans ses Résolutions 663 (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2067 (LXII) du 13 mai 1977, de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par l'Assemblée générale dans sa Résolution 43/173 du 9 décembre 1988 et des Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus adoptés par l'Assemblée générale dans sa Résolution 45/111 du 14 décembre 1990,

AUX FINS de donner effet aux jugements et peines prononcés par le Tribunal international,

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement du Royaume de Belgique de confirmer l'accord suivant :

Le Gouvernement du Royaume de Belgique est prêt, sous réserve des termes de cette lettre et de votre réponse (ci-après « échange de lettres ») à exécuter les peines imposées par le Tribunal international selon les modalités définies ci-après.

L'organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Tribunal international et le Gouvernement du Royaume de Belgique sont convenu de ce qui suit:

#### **Article premier**

##### *But et champ d'application de l'Accord*

Le présent Accord régit les questions relatives à toutes les demandes adressées à l'État requis aux fins de l'exécution des peines imposées par le Tribunal international.

#### **Article 2**

##### *Procédure*

1. Le Greffier du Tribunal international (le "Greffier"), en accord avec le Président du Tribunal international, adresse à l'État requis une requête aux fins d'exécution de la peine.

2. L'autorité centrale de coopération pour la Belgique est le Ministre de la Justice. Le point de contact au sein de l'administration belge (Service Public Fédéral Justice) et celui au sein du Greffe du Tribunal international sont repris en annexe du présent accord. Cette annexe peut, à tout moment, être amendée par notification de la partie concernée. Cet amendement prend effet dès réception par l'autre partie.

3. En présentant sa requête à l'État requis, le Greffier fournit les documents suivants :

- a) une copie certifiée conforme du jugement,
- b) une déclaration précisant la durée de la peine déjà purgée, notamment tout renseignement concernant une éventuelle détention préventive,
- c) le cas échéant, tout rapport médical ou psychologique sur le détenu, toute recommandation utile à la poursuite, dans l'État requis, d'un traitement ou tout autre élément pertinent pour l'exécution de la peine.

4. L'état requis soumet la requête aux autorités nationales compétentes, conformément à sa législation nationale.

5. Les autorités nationales compétentes de L'État requis statuent rapidement sur la requête du Greffier, conformément à la législation nationale.

### **Article 3**

#### *Exécution de la peine*

1. Dans l'exécution de la peine prononcée par le Tribunal international, les autorités nationales compétentes de L'État requis sont tenues par la durée de ladite peine.

2. Les conditions d'emprisonnement sont régies par la législation de L'État requis, sous réserve du contrôle du Tribunal international, comme prévu aux articles 6 à 8 et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 9 ci-après.

3. Lorsque l'Etat requis fait connaître son accord sur une demande visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord, il informe en même temps le Tribunal international des dates d'admissibilité à une libération anticipée (libération conditionnelle ou libération provisoire, prévues par la législation en vigueur dans l'Etat requis). Par la suite, il informe le Tribunal international de toute modification substantielle concernant ces dates.

4. L'Etat requis informe le Tribunal international de l'octroi au condamné d'une modalité d'exécution de la peine autre qu'une libération anticipée, ainsi que d'une révocation ou d'une suspension d'une telle modalité.

5. Cent jours avant la date d'admissibilité du condamné à une libération anticipée, l'Etat requis notifie le Tribunal international qu'une procédure d'octroi d'une telle libération a débuté. Le Président du Tribunal international apprécie, en consultation avec les juges dudit Tribunal, s'il y a lieu d'accorder une libération anticipée. Le Tribunal international informe l'Etat requis de sa décision, dans les cinquante jours à dater de la réception de cette notification. S'il s'oppose à l'octroi d'une libération anticipée et si la libération anticipée est octroyée, le Tribunal international transfère le condamné conformément à l'article 9§2 du présent accord, vers un autre Etat ou vers le siège du Tribunal international, au plus tard vingt-quatre heures après notification au Tribunal de la décision de libération anticipée. Au-delà de ce délai, l'Etat requis est autorisé à faire exécuter la décision de libération anticipée, conformément à la législation en vigueur.

6. Les conditions d'emprisonnement doivent être conformes à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, à l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et aux Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus.

#### **Article 4**

##### *Transfert du condamné*

Le Greffier prend les dispositions nécessaires pour le transfert du ou de la condamné(e) du Tribunal international aux autorités compétentes de L'État requis. Avant ce transfert, le Greffier informe le ou la condamné(e) du contenu du présent Accord.

**Article 5**

*Non bis in idem*

Le condamné ne peut être traduit devant une juridiction de L'État requis pour des faits constituant de graves violations du droit international humanitaire au sens du Statut du Tribunal international, pour lesquels il a déjà été jugé par celui-ci.

**Article 6**

*Inspection*

1. Les autorités compétentes de L'État requis permettent l'inspection périodique et impromptue des conditions de détention et du traitement des détenus par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui détermine la fréquence des visites. Le CICR présente un rapport confidentiel fondé sur les constatations de son inspection à L'État requis et au Président du Tribunal international.

2. L'État requis et le Président du Tribunal international se consultent sur les constatations des rapports visés au paragraphe 1 ci-dessus. Le ou la Président(e) du Tribunal international peut ensuite demander à L'État requis de le ou la tenir informé(e) de tout changement apporté aux conditions de détention à la suggestion du CICR.

**Article 7**

*Information*

1. L'État requis avise immédiatement le Greffier :
  - a) deux mois avant l'expiration de la peine,
  - b) de l'évasion du condamné avant qu'il ait purgé sa peine,
  - c) du décès du condamné.

2. Nonobstant le paragraphe précédent, le Greffier et L'État requis se consultent sur toutes les questions relatives à l'exécution de la peine à la demande de l'une ou l'autre partie.

### **Article 8**

#### *Grâce et commutation de peine*

1. Si la législation en vigueur de L'État requis permet au condamné de bénéficier d'une grâce ou d'une commutation de peine, ledit Etat en informe le Greffier.

2. Le Président du Tribunal international décide, en consultation avec les juges dudit Tribunal, s'il y a lieu d'accorder la grâce ou la commutation de peine. Le Greffier informe L'État requis de la décision du Président. Si cette décision est négative, L'État requis s'y conforme.

### **Article 9**

#### *Cessation de l'exécution de la peine*

1. L'exécution de la peine cesse :

- a) quand la peine est purgée,
- b) quand le condamné est décédé,
- c) quand le condamné est gracié,
- d) après une décision du Tribunal international visée au paragraphe 2 ci-après

2. Le Tribunal international peut, à tout moment, décider de requérir la cessation de l'exécution de la peine dans L'État requis et le transfert du condamné sous la garde d'un autre État ou du Tribunal international.

3. Les autorités compétentes de L'État requis mettent fin à l'exécution de la peine dès qu'elles sont informées par le Greffier de toute décision ou mesure à la suite de laquelle la peine cesse d'être exécutoire.

#### **Article 10**

##### *Impossibilité d'exécuter la peine*

1. Si, à tout moment après que la décision a été prise d'exécuter la peine, la poursuite de son exécution s'avère impossible, pour toute raison juridique ou pratique, L'État requis en informe rapidement le Greffier. Celui-ci prend les dispositions appropriées pour le transfert du condamné. Les autorités compétentes de L'État requis s'abstiennent de prendre d'autres mesures à ce sujet pendant un délai d'au moins soixante jours, à compter de la notification au Greffier.

2. Le Tribunal international est informé d'une demande de libération provisoire pour raisons de santé introduite par le condamné dans les quarante-huit heures qui suivent l'introduction de la requête. Il décide immédiatement s'il requiert la cessation de l'exécution de la peine, conformément à l'article 9§2 du présent accord, et transfère le condamné sans délai vers un autre Etat ou vers le siège du Tribunal international.

#### **Article 11**

##### *Frais*

Le Tribunal international prend à sa charge les frais relatifs au transfert du condamné à destination et en provenance de L'État requis. L'État requis acquitte tous les autres frais encourus dans le cadre de l'exécution de la peine, sauf frais de transfert relatifs à la mise en œuvre des articles 9§2 et 10 du présent accord.



**Article 12**

*Entrée en vigueur*

Le présent Accord entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les deux parties.

**Article 13**

*Durée de l'Accord*

1. Cet Accord reste en vigueur pendant toute la durée de l'exécution des peines du Tribunal international par L'État requis aux termes et conditions du présent Accord.

2. Après consultation, chacune des parties peut mettre fin au présent Accord sur notification écrite à l'autre partie avec préavis de deux mois. Il ne peut être mis fin au présent Accord avant que les peines auxquelles il s'applique soient purgées ou cessent d'être exécutoires et, le cas échéant, avant le transfert du condamné comme visé à l'article 10.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir me confirmer l'approbation du contenu de cet accord par le Tribunal international.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Greffier, l'assurance de ma haute considération.

Fait à Bruxelles, le 4 avril 2007, en double exemplaire, en langue française.

Seule la présente version en français fait foi.

**Pour le Gouvernement du  
Royaume de Belgique**

02-05-2007



La Ministre de la Justice

## ANNEXE

Point de contact pour le Royaume de Belgique :

Service public fédéral Justice  
Autorité centrale en matière de coopération avec les tribunaux pénaux internationaux  
A l'attention de M. Gérard DIVE  
Chef du service de droit international humanitaire  
Direction générale de la Législation et des Droits et Libertés fondamentaux  
Boulevard de Waterloo, 115  
B 1000 Bruxelles  
Belgique

Tel : + 32.2.542.6713  
Fax : +32.2.542.7049  
Mobile + 32.496.581.560

II

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 2 mai 2007 faisant suite aux discussions tenues entre l'organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (ci-après le "Tribunal international") et le Gouvernement du Royaume de Belgique (l'"État requis" aux fins du présent accord), concernant l'exécution des peines imposées par le Tribunal international.

RAPPELANT l'article 27 du Statut du Tribunal international (le "Statut") adopté par le Conseil de sécurité dans sa Résolution 827 (1993) du 25 mai 1993, prévoyant que la peine d'emprisonnement des personnes condamnées par le Tribunal international est subie dans un Etat désigné par le Tribunal sur la liste des Etats qui ont fait savoir au Conseil de sécurité qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés,

PRENNANT NOTE de la volonté de l'État requis d'exécuter la peine imposée par le Tribunal international,

RAPPELANT les dispositions de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus approuvé par le Conseil Economique et Social des Nations Unies dans ses Résolutions 663 (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2067 (LXII) du 13 mai 1977, de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par l'Assemblée générale dans sa Résolution 43/173 du 9 décembre 1988 et des Principes

fondamentaux relatifs au traitement des détenus adoptés par l'Assemblée générale dans sa Résolution 45/111 du 14 décembre 1990,

AUX FINS de donner effet aux jugements et peines prononcés par le Tribunal international,

J'ai l'honneur, au nom du Tribunal international de confirmer l'accord suivant :

*[Voir lettre I]*

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, les assurances de ma très haute considération.

**Pour le Tribunal international**

Le Greffier,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hans Holthuis', followed by a long horizontal line that ends in a small arrowhead pointing to the right.

Hans Holthuis

Fait à La Haye, le 2 mai 2007, en double exemplaire, en langue française.

Seule la présente version en français fait foi.

## ANNEXE

Point de contact pour le Tribunal international:

Section de Conseil du Greffe  
A l'attention de Mme Sabrina Fofana  
Juriste adjoint  
Greffe du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Churchillplein 1, 2517 JW The Hague  
The Netherlands

Tel: 00 31 (0)70 512 85 88  
Fax: 00 31 (0)70 512 88 10  
Email: fofana1@un.org

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

Sir,

I have the honour to refer to the discussions held between the United Nations, acting through the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (hereinafter referred to as the "International Tribunal"), and the Government of the Kingdom of Belgium (the "requested State", for the purposes of this Agreement) concerning the enforcement of sentences handed down by the International Tribunal.

Recalling article 27 of the Statute of the International Tribunal (the "Statute") adopted by Security Council resolution 827 (1993) of 25 May 1993, according to which imprisonment of persons sentenced by the International Tribunal shall be served in a State designated by the Tribunal from a list of States which have indicated to the Security Council their willingness to accept convicted persons,

Recalling the provisions of the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners, approved by the United Nations Economic and Social Council resolutions 663 (XXIV) of 31 July 1957 and 2067 (LXII) of 13 May 1977, of the Body of Principles for the Protection of All Persons under any Form of Detention or Imprisonment, adopted by General Assembly resolution 43/173 of 9 December 1988, and of the Basic Principles for the Treatment of Prisoners, adopted by General Assembly resolution 45/111 of 14 December 1990,

In order to give effect to the judgements and sentences of the International Tribunal,

I have the honour, on behalf of the Government of the Kingdom of Belgium, to confirm the following Agreement:

The Government of the Kingdom of Belgium is willing, subject to the terms of this letter and of your reply (hereinafter referred to as the "exchange of letters"), to execute sentences handed down by the International Tribunal in accordance with the terms and conditions set out hereinafter.

The United Nations, acting through the International Tribunal, and the Government of the Kingdom of Belgium have agreed as follows:

*Article 1. Purpose and scope of the Agreement*

This Agreement shall govern all matters relating to all requests to the requested State to enforce sentences imposed by the International Tribunal.

*Article 2. Procedure*

1. The Registrar of the International Tribunal (the "Registrar") shall, in agreement with the President of the International Tribunal, make a request to the requested State to enforce a sentence.

2. The central cooperation authority for Belgium is the Minister of Justice. The focal point within the Belgian administration (Federal Justice Department) and that of the Registry of the International Tribunal are indicated in an annex to this Agreement. The

annex may at any time be amended by notification of the party concerned. Such amendment shall take effect upon its receipt by the other party.

3. The Registrar shall provide the following documents to the requested State when making the request:

- (a) A certified copy of the judgement;
- (b) A statement indicating how much of the sentence has already been served, including all information on any preventive detention;
- (c) When appropriate, all medical or psychological reports on the detained person, all recommendations for his or her further treatment in the requested State and all other items relevant to the enforcement of the sentence;

4. The requested State shall submit the request to the competent national authorities in accordance with its national law.

5. The competent national authorities of the requested State shall promptly decide upon the request of the Registrar in accordance with national law.

### *Article 3. Enforcement*

1. In enforcing the sentence pronounced by the International Tribunal, the competent national authorities of the requested State shall be bound by the duration of the sentence.

2. The conditions of imprisonment shall be governed by the law of the requested State, subject to the supervision of the International Tribunal, as provided in articles 6 and 8 and paragraphs 2 and 3 of article 9 below.

3. When the requested State gives notice of its acceptance of a request made in accordance with article 1 of this Agreement, it shall at the same time inform the International Tribunal of the eligibility dates for early release (parole or provisional release provided for under the laws in force in the requested State). Subsequently, it shall inform the International Tribunal of any substantial change regarding such dates.

4. The requested State shall inform the International Tribunal of the granting to the convicted person of any modality of enforcement of the sentence other than early release and of any revocation or suspension of such modality.

5. One hundred days before the date of eligibility of a convicted person for early release, the requested State shall notify the International Tribunal that a procedure for such release has commenced. The President of the International Tribunal shall determine, in consultation with the judges of the said Tribunal, whether it is appropriate to grant early release. The International Tribunal shall inform the requested State of its decision within 50 days from the receipt of such notification. If the International Tribunal opposes the early release and such release is granted, the Tribunal, not later than 24 hours after being notified of the decision to grant early release, shall transfer the convicted person to another State or to the seat of the International Tribunal in accordance with article 9, paragraph 2, of this Agreement. Beyond that time limit, the requested State shall have the authority to carry out the early-release decision in accordance with the legislation in force.

6. Conditions of imprisonment shall be compatible with the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners, the Body of Principles for the Protection of All

Persons under any Form of Detention or Imprisonment and the Basic Principles for the Treatment of Prisoners.

*Article 4. Transfer of the convicted person*

The Registrar shall make appropriate arrangements for the transfer of the convicted person from the International Tribunal to the competent authorities of the requested State. Prior to such transfer, the convicted person shall be informed by the Registrar of the contents of this Agreement.

*Article 5. Non bis in idem*

The convicted person shall not be tried before a court of the requested State for acts constituting serious violations of international humanitarian law under the Statute of the International Tribunal for which he or she has already been tried by the International Tribunal.

*Article 6. Inspection*

1. The competent authorities of the requested State shall allow periodic and unannounced inspections of the conditions of detention and treatment of prisoners by the International Committee of the Red Cross (ICRC), which shall determine the frequency of inspections. ICRC shall submit a confidential report based on the findings of its inspections to the requested State and the President of the International Tribunal.

2. The requested State and the President of the International Tribunal shall consult each other on the findings of the reports referred to in paragraph 1 above. The President of the International Tribunal may thereafter request the requested State to keep him or her informed of any change made in the conditions of detention at the suggestion of ICRC.

*Article 7. Information*

1. The requested State shall immediately notify the Registrar:

- (a) Two months before the expiration of the sentence;
- (b) If the convicted person has escaped before completing his or her sentence;
- (c) If the convicted person has deceased.

2. Notwithstanding the previous paragraph, the Registrar and the requested State shall consult each other, upon the request of either party, on all matters relating to the enforcement of the sentence.

*Article 8. Pardon and commutation of sentences*

1. If under the current laws of the requested State the convicted person is eligible for pardon or commutation of the sentence, the said State shall inform the Registrar thereof.



2. The President of the International Tribunal shall determine, in consultation with the judges of the said Tribunal, whether it is appropriate to grant pardon or commutation of the sentence. The Registrar shall inform the requested State of the President's decision. If that decision is negative, the requested State shall abide thereby.

*Article 9. Termination of enforcement*

1. Enforcement of the sentence shall cease:

- (a) When the sentence has been served;
- (b) Upon the decease of the convicted person;
- (c) Upon the pardon of the convicted person;
- (d) Following a decision of the International Tribunal as provided in paragraph 2 below.

2. The International Tribunal may at any time decide to demand the termination of the enforcement of the sentence in the requested State and the transfer of the convicted person to the custody of another State or the International Tribunal.

3. The competent authorities of the requested State shall terminate the enforcement of the sentence immediately upon being informed by the Registrar of any decision or measure as a result of which the sentence ceases to be enforceable.

*Article 10. Inability to enforce the sentence*

1. If, at any time after the decision to enforce the sentence has been taken, further enforcement becomes impossible for any legal or practical reason, the requested State shall promptly inform the Registrar accordingly. The Registrar shall make appropriate arrangements for the transfer of the convicted person. The competent authorities of the requested State shall refrain from taking any other measures on the matter for at least sixty days following the notification of the Registrar.

2. The International Tribunal shall be informed of any request for provisional release for health reasons submitted by the convicted person within 48 hours following the submission of such request. It shall immediately decide whether to demand the termination of the enforcement of the sentence in accordance with article 9, paragraph 2, of this Agreement and transfer the convicted person without delay to another State or to the seat of the International Tribunal.

*Article 11. Costs*

The International Tribunal shall bear the expenses related to the transfer of the convicted person to and from the requested State. The requested State shall pay all other expenses incurred in the enforcement of the sentence, with the exception of the costs of transfer for the implementation of article 9, paragraph 2, and article 10 of this Agreement.

*Article 12. Entry into force*

This Agreement shall enter into force as from the date of its signature by both Parties.

*Article 13. Duration of the Agreement*

1. This Agreement shall remain in force as long as sentences of the International Tribunal are being enforced by the requested State hereunder.

2. Following consultation, either party may terminate this Agreement, with two months' prior notice in writing. This Agreement cannot be terminated before the sentences to which it applies have been served or cease to be enforceable or, if applicable, before the transfer of the convicted person, as provided in article 10, has been effected.

I should be grateful if you would kindly confirm to me the approval of the content of this Agreement by the International Tribunal.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

Done at Brussels on April 2007, in two original copies in the French language, the present French version alone being authentic.

For the Government of the Kingdom of Belgium:  
Minister of Justice  
2 May 2007

ANNEX

Focal point for the Kingdom of Belgium:

Service public fédéral Justice  
Autorité centrale en matière de coopération avec les tribunaux pénaux internationaux  
À l'attention de M. Gérard DIVE  
Chef du service de droit international humanitaire  
Direction générale de la Législation et des Droits et Libertés fondamentaux  
Boulevard de Waterloo, 115  
B 1000 Brussels  
Belgium

Tel: + 32.2.542.6713

Fax: + 32.2.542.7049

Mobile: + 32.496.581.560

II

Madam,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 2 May 2007 referring to the discussions held between the United Nations, acting through the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia (hereinafter referred to as the "International Tribunal"), and the Government of the Kingdom of Belgium (the "requested State", for the purposes of this Agreement) concerning the enforcement of sentences handed down by the International Tribunal.

Recalling article 27 of the Statute of the International Tribunal (the "Statute") adopted by Security Council resolution 827 (1993) of 25 May 1993, according to which imprisonment of persons sentenced by the International Tribunal shall be served in a State designated by the Tribunal from a list of States which have indicated to the Security Council their willingness to accept convicted persons,

Noting the willingness of the requested State to enforce sentences imposed by the International Tribunal,

Recalling the provisions of the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners, approved by United Nations Economic and Social Council resolutions 663 (XXIV) of 31 July 1957 and 2067 (LXII) of 13 May 1977, the Body of Principles for the Protection of All Persons under any Form of Detention or Imprisonment, adopted by General Assembly resolution 43/173 of 9 December 1988, and the Basic Principles for the Treatment of Prisoners, adopted by General Assembly resolution 45/111 of 14 December 1990,

In order to give effect to the judgements and sentences of the International Tribunal,

I have the honour, on behalf of the International Tribunal, to confirm the following Agreement:

*[See letter I]*

Accept, Madam, the assurances of my highest consideration.

For the International Tribunal  
The Registrar,  
HANS HOLTHUIS

Done at The Hague on 2 May 2007, in two original copies in the French language, the present French version alone being authentic.

ANNEX

Focal point for the International Tribunal:

Counsel Section of the Registry

Attention: Ms Sabrina Fofana

Legal Assistant

Registry of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia

Churchillplein 1, 2517 JW The Hague

The Netherlands

Tel: 00 31 (0)70 512 85 88

Fax: 00 31 (0)70 512 88 10

E-mail: fofanal@un.org

